

COMMUNAUTE DE COMMUNES ADOUR-MADIRAN	MARCHE DE MAINTENANCE : DES INSTALLATIONS THERMIQUES ET SANITAIRES, DU CONDITIONNEMENT D'AIR DES BATIMENTS ADOUR-MADIRAN		
CCAP			1 / 39



Communauté de Communes ADOUR-MADIRAN
21 Place du Corps Franc Pomiès
65 500 Vic-en-Bigorre
Tel : 05.62.31.68.84 - contact@adour-madiran.fr

C.C.A.P.
Marché de maintenance :
des installations thermiques et sanitaires, du
conditionnement d'air
des bâtiments ADOUR-MADIRAN

COMMUNAUTE DE COMMUNES ADOUR-MADIRAN	MARCHE DE MAINTENANCE : DES INSTALLATIONS THERMIQUES ET SANITAIRES, DU CONDITIONNEMENT D'AIR DES BATIMENTS ADOUR-MADIRAN		
CCAP			2 / 39

MARCHE PUBLIC DE MAINTENANCE ET DE SERVICES

MARCHE PUBLIC DE MAINTENANCE ET DE SERVICES.....	2
ARTICLE I - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES.....	5
1.1. OBJET DU MARCHE.....	5
1.2. INTERVENANTS.....	5
1.3. NATURE DES PRESTATIONS	5
1.4. DUREE DU MARCHE	6
1.5. MARCHE PRESTATION ET FORFAIT (PF).....	6
ARTICLE II - DOCUMENTS CONTRACTUELS	7
2.1. PIECES PARTICULIERES	7
2.2. PIECES GENERALES	7
ARTICLE III - MODALITES D'EXECUTION.....	10
3.1. HORAIRES D'INTERVENTIONS.....	10
3.2. CONDUITE ET SURVEILLANCE	10
3.3. INTERVENTIONS DE MAINTENANCE PREVENTIVE SYSTEMATIQUE.....	10
3.3.1. Dates et heures.....	10
3.3.2. Rapport de visite	10
3.3.3. Propositions d'intervention	10
3.4. INTERVENTIONS DE MAINTENANCE PRÉVENTIVE CONDITIONNELLE ET CORRECTIVE	11
3.4.1. Programmes d'exécution.....	11
3.4.2. Initiative des interventions - Accord des personnes responsables du marché (MAITRE D'OUVRAGE).....	11
3.4.3. Délais d'intervention	11
3.4.4. Compte rendu d'intervention	11
3.5. COORDINATIONS DES INTERVENTIONS	12
3.6. FOURNITURES	12
ARTICLE IV - CONDITIONS D'EXECUTION OU DE LIVRAISON.....	13
4.1. REGLES DE SECURITE	13
4.2. PLAN DE PREVENTION.....	14
4.3. PROCEDURES EN CAS DE SINISTRE.....	14
4.4. PRISE EN CHARGE.....	14
4.5. REMISE DU MATERIEL ET DES EQUIPEMENTS EN FIN DE MARCHE	15
4.6. MODIFICATION DES INSTALLATIONS.....	15
4.7. RACHAT DE MATÉRIELS ET EQUIPEMENTS.....	16
4.8. DOCUMENTATION	16
4.9. ASSURANCES.....	16

COMMUNAUTE DE COMMUNES ADOUR-MADIRAN	MARCHE DE MAINTENANCE : DES INSTALLATIONS THERMIQUES ET SANITAIRES, DU CONDITIONNEMENT D'AIR DES BATIMENTS ADOUR-MADIRAN		
CCAP			3 / 39

4.10.	ACCES - PERSONNEL ET MOYENS DE LA SOCIETE	17
4.10.1.	Le responsable.....	17
4.10.2.	Personnel d'intervention.....	17
4.10.3.	Sous-traitance.....	18
4.10.4.	Vêtements de travail.....	18
4.10.5.	Visites médicales.....	18
4.11.	VERIFICATIONS TECHNIQUES	19
4.12.	MATERIEL ET OBJETS CONFIES À LA SOCIETE	19
4.13.	SIGNALISATION DES TRAVAUX.....	19
4.14.	RESPONSABILITES DE LA SOCIETE.....	20
4.15.	OBLIGATION DE DISCRÉTION.....	20
	ARTICLE V - OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE	22
	ARTICLE VI — CONTROLE EXERCE PAR LA PERSONNE PUBLIQUE.....	23
	ARTICLE VII- GARANTIE	24
	ARTICLE VIII - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX.....	25
8.1.	FORME ET CARACTERE DU PRIX	25
8.2.	MODE D'EVALUATION DES PRESTATIONS.....	25
8.2.1.	Mode d'évaluation des prestations	25
8.2.2.	Période contractuelle de chauffage ou de rafraîchissement.....	25
8.3.	VARIATION DES PRIX DE FOURNITURE	26
8.3.1.	Prestations hors forfait.....	26
8.3.2.	Formule de calcul de variation des prix.....	26
8.3.3.	Clause de sauvegarde.....	27
	ARTICLE IX - MODALITES DE PAIEMENT	28
9.1.	FREQUENCE DES FACTURES	28
9.2.	PRESENTATION DES FACTURES.....	28
	ARTICLE X - CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	29
10.1.	RETENUE DE GARANTIE - CAUTIONNEMENT - AVANCE	29
10.2.	RESTITUTION DU CAUTIONNEMENT OU DE LA RETENUE DE GARANTIE	29
10.3.	PENALITES.....	29
	ARTICLE XI – PENALITES	30
11.1.	PENALITES POUR INTERRUPTION, RETARD ou INSUFFISANCE	30
11.2.	PENALITES POUR DEFAUT DE TENUE DES LIVRETS DE CHAUFFERIE	30
11.3.	RETENUE POUR DEFAUT DE TENUE DU DOSSIER DE MAINTENANCE	30
11.4.	MANQUEMENTS AUX OBLIGATIONS.....	30
11.5.	DEPASSEMENT DU DELAI D'INTERVENTION	31
11.5.1.	Délai de remise en état définitive.....	31
11.5.2.	Répétition de défaillance pour un équipement.....	31

COMMUNAUTE DE COMMUNES ADOUR-MADIRAN	MARCHE DE MAINTENANCE : DES INSTALLATIONS THERMIQUES ET SANITAIRES, DU CONDITIONNEMENT D'AIR DES BATIMENTS ADOUR-MADIRAN		
CCAP			4 / 39

11.5.3.	Absence aux réunions programmées.....	31
11.5.4.	Non remise du document d'exploitation à fournir	31
11.5.5.	Non tenue à jour des documents techniques	31
11.5.6.	Non présentation des documents exigés	32
11.5.7.	Non restitution des documents techniques en fin de contrat.....	32
ARTICLE XII — RETARDS-INTERRUPTION-INSUFFISANCE DE LA FOURNITURE		33
12.1.	RETARD – INTERRUPTION POUR CHAUFFAGE / CLIM / RAFFRAICHISSEMENT DES LOCAUX, ET DU CONDITIONNEMENT DE L'AIR	33
12.2.	RETARD - INTERRUPTION POUR FOURNITURE D'EAU CHAUDE SANITAIRE	33
12.3.	INSUFFISANCE OU EXCES POUR CHAUFFAGE DES LOCAUX ET CONDITIONNEMENT D'AIR, CONCERNANT LE BATIMENT PISCINE.....	34
12.4.	INSUFFISANCE OU EXCES POUR FOURNITURE D'EAU CHAUDE SANITAIRE	34
ARTICLE XIII TRANSPARENCE ET EXECUTION DU COMPTE P2		35
13.1.	SITUATION EN COURS DU CONTRAT	35
13.2.	MODIFICATION DE LA CONSISTANCE DU PARC DES MATERIELS ET/OU DES BATIMENTS PRIS EN CHARGE.....	35
ARTICLE XIV RESILIATIONS		35
14.1.	Les marchés pourront éventuellement être résiliés dans les conditions fixées par les articles 8.2.4 du CCAG.....	36
14.2.	En cas de résiliation dans les conditions prévues à l'article précédent, la personne publique pourra :.....	36
ARTICLE XV REGLEMENTS DES DIFFERENDS ET DES LITIGES		38
ARTICLE XVI - COMPTABLE ASSIGNATAIRE		39

COMMUNAUTE DE COMMUNES ADOUR-MADIRAN	MARCHE DE MAINTENANCE : DES INSTALLATIONS THERMIQUES ET SANITAIRES, DU CONDITIONNEMENT D'AIR DES BATIMENTS ADOUR-MADIRAN		
CCAP			5 / 39

ARTICLE I - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1. OBJET DU MARCHE

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concerne l'exécution des prestations relatives à la maintenance :

- ✕ des installations thermiques et sanitaires,
- ✕ du conditionnement d'air

des bâtiments de la Communauté de Communes ADOUR-MADIRAN.

Le présent marché de maintenance est sans fourniture de combustible du PF « Prestation et Forfait»

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ont pour objet de définir les conditions générales et particulières du marché dans lequel le Maître d'ouvrage confie à la SOCIETE toutes les tâches relatives à l'exploitation, la conduite des installations, la maintenance générale et les travaux de petit entretien des installations techniques, thermiques et sanitaires au sein de l'ensemble des bâtiments de la communauté des communes ADOUR-MADIRAN.

L'exécution du marché est soumise aux conditions techniques décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) du présent marché, définissant l'ensemble des prestations à réaliser et les équipements et matériels à entretenir.

1.2. INTERVENANTS

RESPONSABLE DU SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE POUR LES POSTES P2 :

Les services techniques de la communauté de Communes ADOUR-MADIRAN, qui sont désignés ci-après par : "LE MAITRE D'OUVRAGE".

LA SOCIETE :

LA SOCIETE du présent marché et ses éventuels sous-traitants sont désignés ci-après par "LA SOCIETE".

1.3. NATURE DES PRESTATIONS

Les différentes prestations objet du présent marché portent sur un lot d'équipements regroupant les installations de :

- Chauffage des bâtiments
- Régulation installation PISCINE
- Traitement d'eau
- Poste de chloration
- Conditionnement d'air
- Ventilation VMC
- Production et distribution d'eau chaude sanitaire

Les différentes prestations P2, objet du présent marché sont définies dans le CCTP et ses annexes.

- Le P2 correspond à :

COMMUNAUTE DE COMMUNES ADOUR-MADIRAN	MARCHE DE MAINTENANCE : DES INSTALLATIONS THERMIQUES ET SANITAIRES, DU CONDITIONNEMENT D'AIR DES BATIMENTS ADOUR-MADIRAN		
CCAP			6 / 39

L'exploitation, la conduite des installations, la maintenance générale et les travaux de petit entretien des installations techniques au sein de l'ensemble des bâtiments de la communauté des communes ADOUR-MADIRAN.

1.4. DUREE DU MARCHE

Le Marché est conclu pour une durée de 3 (trois) ans et prendra effet au 1er juillet 2021. Une reconduction sera possible par avenant de prolongation de délai.

1.5. MARCHE PRESTATION ET FORFAIT (PF)

Il s'agit d'un **marché d'exploitation sans fourniture de combustible**. Le titulaire n'assure que les tâches relatives à l'exploitation, la conduite des installations, la maintenance générale et les travaux de petit entretien des installations techniques, thermiques et sanitaires qui font l'objet d'un règlement forfaitaire (P₂).

L'approvisionnement en combustible nécessaire à la réalisation des clauses contractuelles est à la charge de la personne publique qui en confie l'usage et la gestion au titulaire pour la réalisation de ses obligations contractuelles.

La fourniture du combustible est à la charge du MAITRE D'OUVRAGE, dans le cadre d'un marché distinct.

COMMUNAUTE DE COMMUNES ADOUR-MADIRAN	MARCHE DE MAINTENANCE : DES INSTALLATIONS THERMIQUES ET SANITAIRES, DU CONDITIONNEMENT D'AIR DES BATIMENTS ADOUR-MADIRAN		
CCAP			7 / 39

ARTICLE II - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives du marché sont par ordre de priorité décroissante.

2.1. PIECES PARTICULIERES

1. l'Acte d'engagement et ses annexes en exemplaire unique.
2. le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).
3. le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes.
4. le règlement de consultation.
5. le bordereau de décomposition du prix global et forfaitaire.
6. le mémoire technique détaillé justifiant de la méthodologie mise en œuvre pour l'organisation des prestations et la prise en compte des risques sanitaires.
7. les plans de situation et d'ensemble.

2.2. PIECES GENERALES

1. le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009.
2. les Cahiers des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés d'exploitation des installations de chauffage avec gros entretien (Brochure 2008 des journaux officiels).
3. le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés d'exploitation des installations de chauffage avec garantie totale (Brochure 5602- 1983 des journaux officiels).
4. le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés d'Exploitation de Chauffage » Titre I (décret 87.966 du 26 novembre 1987).

Ces pièces, bien que non jointes au présent marché sont réputées connues par le Titulaire.

L'ensemble de la fourniture et des travaux doit être conforme aux prescriptions des décrets, arrêtés, règlements, normalisations et à celles de tous les textes subséquents en vigueur au premier jour du mois d'exécution des travaux et notamment :

- Aux textes de lois, décrets, arrêtés ministériels, et circulaires régissant les conditions et la sécurité du travail, en particulier le Code du Travail.
- A la loi 74 908 du 29 octobre 1974 relative aux économies d'énergie notamment dans son article 2.
- Au Décret du 14 novembre 1962, concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.
- Au Décret 69.963 du 17 septembre 1963 pris en application de la loi 61.842 du 3 Août 1961 ainsi qu'aux arrêtés départementaux ou locaux concernant la pollution atmosphérique.
- Au Décret 75960 du 1 octobre 1975 modifié et ses Arrêtés d'application concernant la limitation des niveaux sonores de certains appareils d'équipement mobilier et immobilier.
- Au Décret du 18 janvier 1943 modifié portant règlement sur les appareils à pression de gaz, à l'arrêté du 23 juillet 1943 modifié et aux textes subséquents.

COMMUNAUTE DE COMMUNES ADOUR-MADIRAN	MARCHE DE MAINTENANCE : DES INSTALLATIONS THERMIQUES ET SANITAIRES, DU CONDITIONNEMENT D'AIR DES BATIMENTS ADOUR-MADIRAN		
CCAP			8 / 39

- Au décret 69 595 du 14 juin 1969, fixant les règles générales de construction des bâtiments d'habitation et aux Arrêtés du 22 octobre 1969 en ce qui concerne les conduits de fumée desservant les logements et l'aération des logements.
- Au décret 76 246 du 12 mars 1976, et aux Arrêtés conjoints fixant les règles de construction en ce qui concerne l'isolation thermique ainsi que les normes d'équipement et de fonctionnement des installations de conditionnement d'air dans les bâtiments autres que les bâtiments d'habitations. CCAP 8
- Au décret n°2001-1220 du 20 décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine.
- Au décret 73.1007 du 31 décembre 1973 relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et à l'Arrêté du 23 Mars 1965 portant approbation du règlement de sécurité ainsi qu'à l'Arrêté 1637 du 12 juin 1975 relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- Au décret 74 1025 du 3 décembre relatif à la limitation de la température de chauffage des locaux complété par le Décret 75 333 du 5 août et notamment l'article 5 modifié par l'Arrêté du 25 juillet 1977.
- Au Décret 77 1133 et 77 1134 du 21 septembre 1977 pris pour une application de la loi 76 663 du 19 juillet 1976 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.
- A l'Arrêté du 21 Mars 1968 et à la circulaire du 19 Juin 1970, ainsi qu'aux arrêtés du 26 Février 1974 et du 3 Mars 1976, concernant les règles techniques et de sécurité applicable au stockage et à l'utilisation des produits pétroliers (cas des bâtiments à usage collectif).
- A l'Arrêté du 20 juin 1975 relatif à l'équipement des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser de l'énergie.
- A l'Arrêté et à la circulaire du 27 avril 1960, modifiés relatifs à l'application de la réglementation sur les appareils à pression, aux installations de production ou de mise en œuvre du froid, ainsi qu'à l'Arrêté du 15 janvier 1962, modifié, concernant la réglementation des compresseurs.
- A l'Arrêté du 14 juin 1969, relatif à l'isolation thermique acoustique dans les bâtiments d'habitations.
- A l'Arrêté du 2 août 1977 fixant les règles techniques et de sécurité applicables, aux installations de gaz combustible ou d'hydrocarbures liquéfiés, situées à l'intérieur des bâtiments d'habitations ou de leurs dépendances.
- A l'Arrêté du 10 avril 1974 relatif à l'isolation thermique et au réglage automatique des installations de chauffage dans les bâtiments d'habitation.
- A l'Arrêté du 23 juin 1978, concernant les installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public.
- Au règlement sanitaire départemental.
- A la circulaire DGS/SD7A/SD5C-DHOS/E4 n°2002/243 du 22/04/2002 relative au risque lié aux légionelloses.
- A la circulaire DGSNS4/98/771 du 31 décembre 1998, relative à la mise en œuvre des bonnes pratiques d'entretien des productions et réseaux d'eau chaude sanitaire.
- Au cahier technique 1 et ibis du ministère de la santé, concernant la protection des réseaux d'eau destinés à la consommation humaine, Conception, Réalisation, Entretien.

COMMUNAUTE DE COMMUNES ADOUR-MADIRAN	<u>MARCHE DE MAINTENANCE : DES INSTALLATIONS THERMIQUES ET SANITAIRES, DU CONDITIONNEMENT D'AIR DES BATIMENTS ADOUR-MADIRAN</u>		
CCAP			9 / 39

- Les normes, ou les spécifications approuvées par arrêtés ministériels, applicables aux prestations faisant l'objet du marché.
- Aux dispositions des Documents Techniques Unifiés D.T.U. publiés par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment.
- Aux spécifications, règles de normalisations et instructions publiées par l'Union Technique de l'Electricité.
- Aux conditions imposées par les Compagnies de distribution d'eau, d'électricité, de gaz. Aux spécifications, règles de normalisation et instructions publiées par l'Association Française de Normalisation et notamment aux recommandations du fascicule de documentation NF 35 400 relatif aux prescriptions de sécurité pour les installations frigorifiques.
- A l'ensemble des normes, lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires et tous les textes administratifs nationaux ou locaux applicables aux prestations du présent marché (et notamment les normes NF C 15-100, NF C 17-200, le guide UTE C 18510, le décret n°88-1056 et ses arrêtés d'application)

COMMUNAUTE DE COMMUNES ADOUR-MADIRAN	MARCHE DE MAINTENANCE : DES INSTALLATIONS THERMIQUES ET SANITAIRES, DU CONDITIONNEMENT D'AIR DES BATIMENTS ADOUR-MADIRAN		
CCAP			10 / 39

ARTICLE III - MODALITES D'EXECUTION

Les prestations définies à l'article 1.3 devront être exécutées suivant les modalités déterminées ci-après. Les objectifs et contenus des prestations, et leurs conditions d'exécution et de livraison sont décrits au CCTP. Les dispositions du CCTP définissent pour le Titulaire, dans les limites d'intervention prévues et sauf stipulation contraire expressément mentionnée une obligation de résultats au sens donné par le droit commun.

3.1. HORAIRES D'INTERVENTIONS

L'horaire d'intervention du personnel de la SOCIETE doit tenir compte des impératifs d'exploitation des établissements, et ne pas nuire à l'activité de ceux-ci sauf spécifications contraires.

Le MAITRE D'OUVRAGE peut décider, après consultation de la SOCIETE, de modifier ces valeurs pour s'adapter aux conditions d'exploitation du site selon les indications des utilisateurs.

3.2. CONDUITE ET SURVEILLANCE

Les modalités d'exécution sont définies dans le C.C.T.P.

3.3. INTERVENTIONS DE MAINTENANCE PREVENTIVE SYSTEMATIQUE

3.3.1. Dates et heures

Compte tenu de leur périodicité, les dates et heures exactes des visites et des interventions de maintenance préventive systématique sont entièrement déterminées par la SOCIETE. Cet entretien programmé est planifié par la SOCIÉTÉ dans un délai de **2 mois** suivant la prise d'effet du marché. Il doit être scrupuleusement respecté.

Les éventuelles modifications qui, à l'expérience, s'avèrent indispensables sont définies d'un commun accord entre le MAITRE D'OUVRAGE ou son représentant et la SOCIÉTÉ.

Un système de contrôle de la bonne exécution de ces opérations est mis au point et la SOCIÉTÉ est tenue de s'y soumettre.

3.3.2. Rapport de visite

A chaque visite programmée, le personnel d'intervention de la SOCIETE mentionne sur les documents d'entretien l'essentiel de la visite effectuée.

Il atteste que les opérations prévues ont bien été effectuées et signale celles effectuées à son initiative. Il porte ses observations telles que : anomalies constatées, usure de certains organes, risques de détérioration, etc... et les suites qu'il convient de leur donner.

3.3.3. Propositions d'intervention

La SOCIETE formule ses propositions d'interventions (liste de travaux, de fournitures, temps d'intervention et d'immobilisation, etc...) pour celles qui ne sont pas de son initiative ou de sa compétence.

Elle avertit les services techniques de la CCAM de la nature et de la périodicité des contrôles réglementaires par les organismes agréés, et se prête aux sujétions qu'ils entraînent.

COMMUNAUTE DE COMMUNES ADOIR-MADIRAN	MARCHE DE MAINTENANCE : DES INSTALLATIONS THERMIQUES ET SANITAIRES, DU CONDITIONNEMENT D'AIR DES BATIMENTS ADOIR-MADIRAN		
CCAP			11 / 39

3.4. INTERVENTIONS DE MAINTENANCE PRÉVENTIVE CONDITIONNELLE ET CORRECTIVE

3.4.1. Programmes d'exécution

A l'initiative de la SOCIETE, un programme d'exécution est établi. Si la SOCIETE estime que certaines prestations peuvent perturber le fonctionnement normal de l'établissement, elle en informe sans délai le MAITRE D'OUVRAGE et lui propose toutes dispositions permettant de réduire la gêne.

De même, si le MAITRE D'OUVRAGE estime que les interventions de maintenance peuvent nuire au bon fonctionnement des établissements, il peut demander à la SOCIETE de lui proposer toutes les dispositions permettant un fonctionnement satisfaisant.

3.4.2. Initiative des interventions - Accord des personnes responsables du marché (MAITRE D'OUVRAGE)

La SOCIETE intervient de sa propre initiative ou sur demande du représentant de la personne responsable du marché pour les cas de dysfonctionnements prévus au marché ou ceux découlant de son offre.

La SOCIETE s'engage à intervenir également en cas de dysfonctionnement, en dehors du cadre des prestations définies dans le C.C.T.P., sur ordre de service du MAITRE D'OUVRAGE fixant le montant, la nature, l'importance et la durée des prestations. L'ordre de service est établi à partir d'une proposition détaillée et chiffrée de la SOCIETE sur laquelle sera mentionnée un bon pour accord ainsi que la signature du président de la CCAM.

Toutefois, dans les cas où la sécurité des personnes ou des biens est en jeu, la SOCIETE prend les mesures d'urgence qui s'imposent, et elle en informe le MAITRE D'OUVRAGE dans les meilleurs délais.

3.4.3. Délais d'intervention

Lors d'un appel de la SOCIETE par le Maître d'Ouvrage, le délai imparti à la SOCIETE pour commencer une intervention de réparation, rechercher la cause d'un incident ou débiter la réparation, a pour origine l'appel lui-même.

Chaque appel est consigné et classé par ordre chronologique sur un registre tenu par la SOCIETE, en précisant :

- ✕ La date et l'heure de l'appel
- ✕ L'auteur de l'appel et son interlocuteur
- ✕ L'objet de l'appel (matériel, lieu, phénomène constaté)

Ce registre est tenu à tout moment à la disposition du MAITRE D'OUVRAGE.

Les délais d'intervention sont fixés comme suit : intervention dans un délai maximal d'une demi-journée (24h/24.)

3.4.4. Compte rendu d'intervention

L'ensemble des interventions de maintenance donne lieu à l'établissement par la SOCIETE d'un compte rendu écrit à remettre après toute intervention corrective.

COMMUNAUTE DE COMMUNES ADOUR-MADIRAN	MARCHE DE MAINTENANCE : DES INSTALLATIONS THERMIQUES ET SANITAIRES, DU CONDITIONNEMENT D'AIR DES BATIMENTS ADOUR-MADIRAN		
CCAP			12 / 39

3.5. COORDINATIONS DES INTERVENTIONS

Pendant les périodes de garantie, la SOCIETE prend toutes dispositions en accord avec les constructeurs ou les installateurs des matériels ou équipements, pour assurer la coordination de leurs interventions : réglages ou interventions suite à incident au titre de la garantie. Lorsque la SOCIETE doit faire intervenir une entreprise extérieure sous-traitante, elle prend, en accord avec le MAITRE D'OUVRAGE, toutes dispositions pour assurer la coordination de cette intervention.

3.6. FOURNITURES

Les caractéristiques techniques des pièces de rechange et des matières consommables, indispensables à un fonctionnement correct, sont celles préconisées ou agréées par le(s) constructeur(s), et sont conformes aux réglementations ou normes en vigueur.

COMMUNAUTE DE COMMUNES ADOUR-MADIRAN	MARCHE DE MAINTENANCE : DES INSTALLATIONS THERMIQUES ET SANITAIRES, DU CONDITIONNEMENT D'AIR DES BATIMENTS ADOUR-MADIRAN		
CCAP			13 / 39

ARTICLE IV - CONDITIONS D'EXECUTION OU DE LIVRAISON

La prestation doit être exécutée dans les conditions ci-après.

4.1. REGLES DE SECURITE

Matériels

Les matériels, appartenant à la SOCIETE ou mis à sa disposition par le MAITRE D'OUVRAGE, doivent être tenus en bon état de marche et seront régulièrement contrôlés ; ils devront rester ou être rendus conformes aux règles de sécurité en vigueur.

Biens

Toutes précautions sont prises pour que l'état des meubles, immeubles, aménagements, machines, etc... ne soit pas altéré par les opérations de maintenance.

Il est rigoureusement interdit au personnel de la SOCIETE de manipuler, pour quelque raison que ce soit, les appareils et matériels se trouvant dans les locaux et ne faisant pas l'objet des prestations du présent marché.

Personnes

La SOCIETE instruit son personnel sur les règles de sécurité du travail, tant générales que particulières.

La SOCIETE veille à faire observer, par son personnel, les règles de sécurité du travail, notamment en ce qui concerne :

- ✗ les alarmes de sécurité,
- ✗ le travail en hauteur,
- ✗ l'encombrement de passage,
- ✗ les zones interdites,
- ✗ l'utilisation des prises de courant destinées au raccordement des outils,
- ✗ l'utilisation des chaussures isolantes quand cela est nécessaire,
- ✗ la demande de permis et autorisations nécessaires en fonction du type de travaux effectués.

Discipline de chantier

La SOCIETE s'engage à faire respecter auprès de son personnel les règlements intérieurs et de sécurité propres au site. Il sera interdit au personnel de la SOCIETE :

- ✗ d'utiliser le téléphone sans autorisation du MAITRE D'OUVRAGE,
- ✗ de prendre des repas ou casse-croûte à l'intérieur des locaux,
- ✗ d'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux, aussi bien que d'y pénétrer en état d'ivresse,
- ✗ de provoquer du désordre, d'une façon quelconque, sur les lieux du travail et leurs dépendances,
- ✗ de tenir des réunions dans l'enceinte des locaux,
- ✗ de manquer de respect aux usagers,
- ✗ de se faire aider, dans l'exécution de son travail, par une personne étrangère à l'entreprise.

Cette liste n'est pas limitative.

COMMUNAUTE DE COMMUNES ADOUR-MADIRAN	MARCHE DE MAINTENANCE : DES INSTALLATIONS THERMIQUES ET SANITAIRES, DU CONDITIONNEMENT D'AIR DES BATIMENTS ADOUR-MADIRAN		
CCAP			14 / 39

4.2. PLAN DE PREVENTION

Les prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité sont appliquées conformément au Décret n° 92-158 du 20 février 1992.

La SOCIETE doit se conformer parfaitement à l'ensemble des dispositions prévues par le Code du Travail et par la réglementation en vigueur à la date d'exécution des travaux, l'application desdites dispositions relevant totalement de la responsabilité de la SOCIETE.

La SOCIETE établit un plan de prévention qui est remis au MAITRE D'OUVRAGE et aux organismes d'hygiène et de sécurité dans les 15 jours suivant la notification du contrat. Il indique de façon précise et détaillée :

- * les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques courus par le personnel tant dans les modes opératoires lors de leur définition que dans les différentes phases d'exécution des travaux. Il explicite en particulier les moyens de prévention concernant, d'une part, les chutes de personnel et de matériaux, d'autre part, les circulations verticales et horizontales d'engins,
- * les mesures concourant à une bonne hygiène de travail.

Le plan de sécurité est tenu à jour par la SOCIETE qui est tenue d'en signaler les modifications au MAITRE D'OUVRAGE.

La SOCIETE s'engage aussi à faire respecter par son personnel le règlement intérieur du Site. Son non-respect engage sa responsabilité. A cet effet, la SOCIETE informe son personnel qu'il doit prendre connaissance des "consignes particulières du site".

4.3. PROCEDURES EN CAS DE SINISTRE

En cas de sinistre, la SOCIETE a, pour les installations relevant de sa compétence telles que décrites dans le CCTP, la responsabilité :

- * de déclencher toutes les actions nécessaires de sauvegarde,
- * de mettre en œuvre tous les moyens utiles de secours et/ou de remplacement,
- * de prévenir le MAITRE D'OUVRAGE.

4.4. PRISE EN CHARGE

La visite de l'ensemble des installations sera obligatoire pour chaque candidat avant de soumissionner.

La SOCIETE déclare s'être parfaitement informée de la constitution des locaux et de la consistance des matériels ou équipements dont elle assure la maintenance. **Elle déclare prendre en charge les installations de tous les bâtiments sans réserves.**

Un PV de prise en charge des équipements et un état des lieux sera établi contradictoirement.

A cette occasion, il sera procédé à un relevé de tous les compteurs de distribution des fluides qui sont en état de marche: eau, électricité, gaz.

La mise en conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur est à la charge du MAITRE D'OUVRAGE dans les conditions des dispositions figurant dans le C.C.T.P.

COMMUNAUTE DE COMMUNES ADOUR-MADIRAN	MARCHE DE MAINTENANCE : DES INSTALLATIONS THERMIQUES ET SANITAIRES, DU CONDITIONNEMENT D'AIR DES BATIMENTS ADOUR-MADIRAN		
CCAP			15 / 39

Pour les équipements et matériels nouveaux mis en place en cours du marché, la SOCIETE déclare avoir pris connaissance des essais préalables à la mise en service des équipements et des procès-verbaux de réception qui constituent l'état des lieux initial, ainsi que des conditions particulières de mise en jeu de la garantie des équipements.

Elle assiste à la réception des équipements ou matériels survenant en cours de contrat et aux levées des réserves effectuées.

4.5. REMISE DU MATERIEL ET DES EQUIPEMENTS EN FIN DE MARCHE

La SOCIETE s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les matériels ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement.

Ceci implique que la SOCIETE rend au MAITRE D'OUVRAGE des installations dans un état tel, qu'elles soient en mesure de fonctionner sans incident grave durant une année.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements est établi à la fin de l'exécution du marché.

4.6. MODIFICATION DES INSTALLATIONS

Le MAITRE D'OUVRAGE se réserve le droit de faire effectuer toute extension ou modification d'installation par le personnel ou l'entreprise qualifiée de son choix.

Il en avertit la SOCIETE au moins un mois à l'avance. Durant cette période, la SOCIETE peut formuler d'éventuelles objections relatives à ces transformations.

Durant les travaux, la SOCIETE doit prendre toutes dispositions pour que le fonctionnement des installations ne soit pas perturbé. Elle doit obligatoirement faire part, par écrit, de tout risque d'empêchement occasionné par ces travaux. En dehors de cette déclaration préalable, elle est tenue pour responsable du manquement de fonctionnement éventuel.

Elle a toute faculté, tant au cours des travaux, qu'au moment de leur réception, à laquelle elle est tenue d'assister, de signaler tout point apparaissant comme anomalie dans l'installation.

Ces constatations doivent être présentées dans le plus court délai par écrit, sous forme de lettre ou rapport. Le MAITRE D'OUVRAGE reste seul juge de la suite à donner dans le cadre de sa responsabilité.

A l'issue de chacune des réceptions, un procès-verbal de prise en charge est dressé contradictoirement. Ce procès-verbal marquera l'obligation faite à la SOCIETE d'assurer à dater du jour de la réception, la maintenance des installations en cause, au même titre que celles qui font l'objet du présent marché.

Un avenant au marché peut être négocié si la nature et la qualité des prestations à fournir se trouvent notamment modifiées (en plus ou en moins).

Un désaccord irréductible, notifié par lettre recommandée, entraîne la remise en cause du marché et éventuellement sa résiliation avant la date d'expiration normale, sans indemnité de préjudice.

La SOCIETE ne peut effectuer aucune modification de son fait, sans l'accord écrit du MAITRE D'OUVRAGE, sous forme d'ordre d'exécution qui fixe la date et le délai de l'intervention.

COMMUNAUTE DE COMMUNES ADOUR-MADIRAN	MARCHE DE MAINTENANCE : DES INSTALLATIONS THERMIQUES ET SANITAIRES, DU CONDITIONNEMENT D'AIR DES BATIMENTS ADOUR-MADIRAN		
CCAP			16 / 39

4.7. RACHAT DE MATÉRIELS ET EQUIPEMENTS

La SOCIETE peut, avec l'accord du MAITRE D'OUVRAGE et dans les conditions à déterminer entre les parties, acheter du matériel fixe ou mobile propre à faciliter les missions qui sont confiées à son personnel détaché sur le site.

En cas de résiliation dans les conditions prévues au présent CCAP, les installations fixes et matérielles financés par la SOCIETE sont :

- * soit rachetées par le MAITRE D'OUVRAGE,
- * soit démontées et évacuées par la SOCIETE.

4.8. DOCUMENTATION

Le livret de chaufferie et les documents d'ouvrages exécutés seront remis par la SOCIETE sortante à la SOCIETE entrante.

En fin de contrat, ces documents seront remis en intégrant les mises à jour.

Tous frais de reproduction de ces documents sont à la charge de la SOCIETE.

Les rapports de visites réglementaires par les organismes agréés pour le compte du MAITRE D'OUVRAGE, seront également transmis à la SOCIETE (1 exemplaire) dans la mesure où ils s'adressent aux installations et aux équipements faisant l'objet du présent marché.

4.9. ASSURANCES

La SOCIETE est responsable vis à vis des tiers dans le cadre de l'activité qu'elle déploie en application du présent marché, et ce, en vertu des articles 1381 à 1386 du Code Civil.

Dans le cadre des prestations et obligations du présent contrat, la responsabilité contractuelle de la SOCIETE, à l'égard du MAITRE D'OUVRAGE, est régie par les règles de Droit Commun.

La SOCIETE devra notamment justifier d'une police d'assurance couvrant les risques responsabilités civile et décennale :

- * dommages corporels illimités,
- * dommages matériels et immatériels
- * dommages résultant de force majeure, des fournisseurs, sous-traitants, du client ou des tiers, des risques résultant d'atteinte à l'environnement.

Il devra justifier de cette souscription auprès de la personne responsable du marché, au plus tard dans les 15 jours qui suivent la notification du présent marché sous peine de résiliation à ses torts exclusifs, en produisant une attestation détaillée ou la copie du contrat d'assurance.

Nota: Dans le but d'aboutir à une meilleure couverture des risques communs, la SOCIETE peut avoir connaissance, à titre strictement confidentiel, des assurances souscrites par les personnes responsables du marché.

La SOCIETE devra produire les attestations de paiement des primes avant tout règlement par les personnes responsables du marché.

Les polices d'assurance à échéance avant la fin du contrat de chauffage, devront être fournies, dès leur renouvellement avec preuve au paiement des primes correspondantes.

COMMUNAUTE DE COMMUNES ADOUR-MADIRAN	MARCHE DE MAINTENANCE : DES INSTALLATIONS THERMIQUES ET SANITAIRES, DU CONDITIONNEMENT D'AIR DES BATIMENTS ADOUR-MADIRAN		
CCAP			17 / 39

4.10. ACCES - PERSONNEL ET MOYENS DE LA SOCIETE

4.10.1. Le responsable

Le contrat est placé sous la conduite d'un responsable qui est l'interlocuteur direct auprès du MAITRE D'OUVRAGE. Ce responsable est de niveau ingénieur.

Il est présent sur le site sur convocation du MAITRE D'OUVRAGE ou de son représentant et a un pouvoir de décision suffisant pour engager la responsabilité de la SOCIETE.

Il participe à une réunion semestrielle avec le représentant du MAITRE D'OUVRAGE.

Il est responsable :

- ✖ du respect de l'exécution des plannings de contrôle,
- ✖ du contrôle de la qualité des prestations,
- ✖ des documents techniques et rapports tels que définis au CCTP,
- ✖ de l'organisation du travail,
- ✖ de la préparation et du suivi des prestations,
- ✖ de l'information du MAITRE D'OUVRAGE,
- ✖ de la discipline du chantier et du personnel.

Il est précisé que le personnel de la SOCIETE est sous le contrôle et la responsabilité de l'encadrement défini ci-dessus.

4.10.2. Personnel d'intervention

Le personnel d'intervention et de remplacement nommément désigné par la SOCIETE, en vue de l'exécution des prestations du présent marché, doit être préalablement agréé. Il est le seul autorisé à intervenir sur le site pour lequel le présent marché est effectif. A cet effet, la SOCIETE remet au MAITRE D'OUVRAGE la liste nominative du personnel d'intervention et de remplacement pour agrément quinze (15) jours au moins avant la date de la première intervention.

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

Il convient de rappeler que le contrat est à obligation de résultats. Il appartient à la SOCIETE dans le cadre de son marché, de définir le nombre, les durées et horaires de présence, et la qualité du personnel mis en place pour faire face à ses obligations contractuelles.

La SOCIETE est responsable de la qualification et du choix de sa main d'œuvre. La qualification de tout le personnel intervenant sur le site doit pouvoir être vérifiée par le MAITRE D'OUVRAGE.

Le personnel d'intervention de la SOCIETE est soumis

- ✖ aux dispositions générales prévues par la législation du travail,
- ✖ aux règles qui sont appliquées au personnel extérieur intervenant sur le site.

Le MAITRE D'OUVRAGE se réserve le droit à tout moment et sans avoir à en justifier de demander le remplacement de tout membre du personnel de la SOCIETE ou même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie.

COMMUNAUTE DE COMMUNES ADOUR-MADIRAN	MARCHE DE MAINTENANCE : DES INSTALLATIONS THERMIQUES ET SANITAIRES, DU CONDITIONNEMENT D'AIR DES BATIMENTS ADOUR-MADIRAN		
CCAP			18 / 39

Conformément à l'article 3 du présent CCAP, le projet d'organisation, précisant les effectifs, les qualifications, le nombre d'heures prévisionnelles, remis par la SOCIETE avec son offre, est annexé au CCAP et est de ce fait contractuel. Ces éléments constituent les moyens minimaux à mettre en œuvre.

4.10.3. Sous-traitance

La SOCIETE peut sous-traiter, en tout ou partie, les travaux (sauf prestations spécifiques d'entretien) faisant l'objet du présent marché et en particulier, pour obtenir le concours, s'il s'avérait nécessaire, les constructeurs, fournisseurs ou installateurs des matériels pris en charge.

La sous-traitance doit être effectuée suivant les dispositions prévues à l'article 2.3 du CCAG. La liste des sociétés sous-traitantes doit être proposée et agréée par le MAITRE D'OUVRAGE.

Il est précisé que la SOCIETE demeure le seul interlocuteur du MAITRE D'OUVRAGE. Elle assume donc entièrement seule pendant la durée du marché, devant le MAITRE D'OUVRAGE comme devant tous tiers, l'entière responsabilité liée à l'exploitation, des dépannages et des réparations pour lesquels elle est engagée.

Tout recours à la sous-traitance n'ayant pas fait l'objet d'un accord du MAITRE D'OUVRAGE expose la SOCIETE à la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

La location de personnel (personnel intérimaire) n'est pas acceptée.

4.10.4. Vêtements de travail

La SOCIETE dote le personnel d'exécution d'un vêtement de travail, éventuellement de protection individuelle ou collective, si besoin.

En outre, tous les personnels de la SOCIETE intervenant sur les sites, y compris le personnel d'encadrement, doivent porter en permanence un insigne spécifique de leur entreprise.

Aucun agent ne sera admis s'il n'est pas revêtu de son vêtement de travail, s'il est démuné de son insigne ou s'il présente une tenue négligée.

4.10.5. Visites médicales

La SOCIETE doit obligatoirement soumettre à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent, avant sa prise de fonction, ou au plus tard avant la fin de la période d'essai.

Elle soumet par ailleurs son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par législation en vigueur.

Les dates de ces examens, l'identité des agents et la conclusion du médecin du travail sur leur aptitude physique sont consignées par la SOCIETE sur un registre spécial.

COMMUNAUTE DE COMMUNES ADOUR-MADIRAN	MARCHE DE MAINTENANCE : DES INSTALLATIONS THERMIQUES ET SANITAIRES, DU CONDITIONNEMENT D'AIR DES BATIMENTS ADOUR-MADIRAN		
CCAP			19 / 39

4.11. VERIFICATIONS TECHNIQUES

La SOCIETE s'engage à exécuter les travaux dus au titre du contrat, nécessaires à la remise en ordre des anomalies constatées et mentionnées sur le rapport d'un organisme de contrôle mandaté par le MAITRE D'OUVRAGE, dans un délai maximal de trois (3) mois après transmission du rapport à la SOCIETE.

Les travaux importants qui nécessiteraient une planification des travaux supérieure à trois (3) mois, font l'objet d'un planning échelonné contractuel qui est remis au MAITRE D'OUVRAGE. Dans ce cas, la durée écoulée entre la notification du MAITRE D'OUVRAGE et la fin des travaux ne peut excéder cinq (5) mois.

Si l'organisme de contrôle agréé préconise l'arrêt d'un appareil pour raison de sécurité, le délai précédent pour réaliser les travaux correctifs est ramené à deux (2) mois maximum.

La SOCIETE organise la planification de l'entretien préventif de façon à mettre, dans le cadre du présent contrat, le personnel nécessaire à la disposition de l'organisme de contrôle et notamment pour préparer le matériel pour qu'il puisse être visité.

Elle est également tenue de signaler au MAITRE D'OUVRAGE, les contrôles et mises en conformité qui lui semblent nécessaires en complément de ceux qui lui sont indiqués par le MAITRE D'OUVRAGE.

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par LA SOCIETE au moment même de l'exécution du service ou de la livraison de la fourniture.

4.12. MATERIEL ET OBJETS CONFIES À LA SOCIETE

La SOCIETE est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel et objet qui lui est confié, dès que ce matériel ou objet est entré effectivement en sa possession.

Elle ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché.

Si la SOCIETE ne peut restituer un matériel ou objet, pour quelque motif que ce soit, le MAITRE D'OUVRAGE décide, après s'être informé de ses possibilités, de la mesure de réparation à appliquer : remplacement ou remise en état.

Le cas échéant, le MAITRE D'OUVRAGE dotera la SOCIETE de clés, en quantité suffisante, permettant l'accès à certains locaux intéressés par les prestations. En cas de perte ou de vol, la SOCIETE avisera aussitôt le MAITRE D'OUVRAGE des exemplaires manquants. Ceux-ci seront remplacés et feront l'objet d'une facturation à la SOCIETE, au tarif en vigueur. Pour les passes, la SOCIETE devra le remplacement à ses frais des canons accessibles à partir du passe considéré.

4.13. SIGNALISATION DES TRAVAUX

Chaque fois que cela sera nécessaire, la SOCIETE devra, à ses frais et après approbation par le MAITRE D'OUVRAGE, placer les barrages ou déviations, poser les écriteaux et prendre toutes les dispositions pour assurer la signalisation et prévenir les divers usagers et le personnel du MAITRE D'OUVRAGE de la présence de zones interdites.

COMMUNAUTE DE COMMUNES ADOUR-MADIRAN	MARCHE DE MAINTENANCE : DES INSTALLATIONS THERMIQUES ET SANITAIRES, DU CONDITIONNEMENT D'AIR DES BATIMENTS ADOUR-MADIRAN		
CCAP			20 / 39

En cas de carence de la SOCIETE, ou en cas de danger, le MAITRE D'OUVRAGE se réserve le droit de prendre toute mesure utile aux frais de la SOCIETE, et sans mise en demeure préalable, sans que cette action puisse dégager la responsabilité de la SOCIETE en cas d'accident.

4.14. RESPONSABILITES DE LA SOCIETE

Pendant toute la durée d'exécution du marché, la SOCIETE est responsable des dommages qui pourraient être causés soit aux personnes, soit aux biens, soit aux installations concernées par l'exercice de sa mission.

La SOCIETE prend à sa charge tous les risques de responsabilité civile découlant de l'exploitation qui lui est confiée.

En cas d'avarie ou de dommages aux installations et dès la constatation de ceux-ci, la SOCIETE :

- * déclare le sinistre à ses assureurs
- * prend immédiatement toutes mesures conservatoires pour garantir le résultat du marché (obligation de résultat)
- * informe sans délai le maître d'ouvrage.

4.15. OBLIGATION DE DISCRÉTION

Au sens de l'article 6.1 du CCAG, le personnel de la SOCIETE est tenu à l'obligation de discrétion.

Obligations de Conseil et d'Information

De manière générale, la SOCIETE doit informer le MAITRE D'OUVRAGE de tous les problèmes qu'elle rencontre pour assurer sa prestation.

La SOCIETE doit, en tout état de cause, signaler au MAITRE D'OUVRAGE, dès qu'elle a été normalement en mesure de les déceler, les incidents prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité des personnes, des locaux ou des biens, et lui indiquer les conséquences qui pourraient en résulter dans le cas où il n'y serait pas porté remède.

Si les installations mises à disposition de la SOCIETE venaient à ne plus être conformes à la réglementation, la SOCIETE est tenue d'en informer par écrit et sans délai le MAITRE D'OUVRAGE. Il appartient au MAITRE D'OUVRAGE de prendre aussitôt les dispositions nécessaires en vue de leur mise en conformité.

La SOCIETE doit assistance au MAITRE D'OUVRAGE soit :

- * par téléphone pour tout complément d'information,
- * lors de réunions provoquées par le MAITRE D'OUVRAGE si nécessaire,
- * en transmettant au MAITRE D'OUVRAGE les nouveaux textes réglementaires relatifs à ses prestations, accompagnés éventuellement d'une note expliquant l'influence de ces textes sur son activité.

En aucun cas les précédentes dispositions relatives à l'obligation de conseil ne dispensent la SOCIETE d'assurer les prestations définies au marché. Dans la mesure où il est défaillant pour quelque raison que ce soit, le MAITRE D'OUVRAGE peut faire appel à toute autre forme de service, au frais de la SOCIETE.

COMMUNAUTE DE COMMUNES ADOUR-MADIRAN	MARCHE DE MAINTENANCE : DES INSTALLATIONS THERMIQUES ET SANITAIRES, DU CONDITIONNEMENT D'AIR DES BATIMENTS ADOUR-MADIRAN		
CCAP			21 / 39

Limites des responsabilités techniques

La responsabilité de la SOCIETE n'est pas engagée dans le cas de force majeure.

Constituent un cas de force majeure au terme du présent contrat :

- ✕ les faits de guerre,
- ✕ les injonctions administratives ou judiciaires de suspendre l'exploitation de l'immeuble, sauf quand celles-ci sont imputables à la SOCIETE,
- ✕ les cataclysmes et catastrophes naturelles ou causées par un tiers.

Dans le cas de force majeure prolongée entraînant ou risquant d'entraîner des restrictions permanentes ou même un arrêt prolongé dans la fourniture de la SOCIETE, celle-ci doit proposer au MAITRE D'OUVRAGE les mesures à prendre afin d'éviter un arrêt définitif et organise la poursuite des prestations minimales, au besoin éventuellement assorties de nouvelles conditions contractuelles adaptées aux dites circonstances.

Les grèves du personnel de la SOCIETE ainsi que les grèves des transports en commun, même prolongées, ne sont pas considérées comme un cas de force majeure.

La responsabilité de la SOCIETE ne peut être recherchée pour les conséquences d'interventions de personnes ou sociétés étrangères effectuées sans son accord exprès ou dans des conditions qu'elle n'aurait pas approuvées.

Responsabilité sociale

La SOCIETE assure pour son personnel la responsabilité de son affiliation à tous les organismes sociaux, ainsi que son entière responsabilité vis-à-vis des règlements de la législation du travail.

COMMUNAUTE DE COMMUNES ADOUR-MADIRAN	2020 – 03 MARCHE DE MAINTENANCE : DES INSTALLATIONS THERMIQUES ET SANITAIRES, DU CONDITIONNEMENT D'AIR DES BATIMENTS ADOUR-MADIRAN		
CCAP			22 / 39

ARTICLE V - OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE

Le MAITRE D'OUVRAGE s'engage à

- ✕ assurer à la SOCIETE l'exclusivité des prestations définies au présent CCAP et au CCTP. Toutefois, en cas d'interruption des prestations incombant à la SOCIETE, le MAITRE D'OUVRAGE est en droit d'avoir recours à une société de remplacement pour pallier la défaillance de la SOCIETE et ce pendant toute la durée indispensable pour assurer le fonctionnement normal des installations. Cette procédure est déclenchée si aucune intervention significative n'est intervenue dans les quarante-huit (48) heures qui suivent la réception par la SOCIETE de l'avis de recommandé précisant les manquements
- ✕ utiliser l'installation conformément aux prescriptions, notices d'exploitation et documents qui lui ont été fournis,
- ✕ procéder aux essais et vérifications dont la SOCIETE fournit la liste et la méthodologie de réalisation,
- ✕ respecter, dans les délais normaux, les textes législatifs impliquant des modifications ou des adaptations à apporter aux installations ou aux locaux,
- ✕ prendre en charge jusqu'à l'intervention du spécialiste de la SOCIETE, toute mesure de sécurité qui s'impose en cas d'interruption du système,
- ✕ faciliter l'accès de la SOCIETE aux locaux et matériels installés,
- ✕ mettre à disposition de la SOCIETE l'ensemble des documents en sa possession,
- ✕ mettre gratuitement à disposition de la SOCIETE les locaux nécessaires à l'exercice de sa fonction en bon état et convenablement équipés,
- ✕ n'apporter aux biens sous contrat aucune modification importante sans information préalable de la SOCIETE.

Pendant la durée du présent marché, toute inspection ou dépannage réalisé par un organisme ou une entreprise autre que la SOCIETE sera effectué sous la seule responsabilité du MAITRE D'OUVRAGE.

COMMUNAUTE DE COMMUNES ADOUR-MADIRAN	2020 – 03 MARCHE DE MAINTENANCE : DES INSTALLATIONS THERMIQUES ET SANITAIRES, DU CONDITIONNEMENT D'AIR DES BATIMENTS ADOUR-MADIRAN		
CCAP			23 / 39

ARTICLE VI — CONTROLE EXERCE PAR LA PERSONNE PUBLIQUE

Les opérations de contrôle ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché.

Le MAITRE D'OUVRAGE aura le droit de contrôler, à tout moment, les renseignements donnés, la qualité et la quantité des prestations exécutées.

A cet effet, ses agents accrédités ou son mandataire pourront procéder sur place et sur pièces à toutes vérifications utiles, pour s'assurer que la maintenance des installations est exécutée, dans les conditions du présent marché et prendre connaissance de tous documents techniques, comptables et autres, nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Celles-ci peuvent revêtir soit la forme de visites sur site, soit la forme d'essais de fonctionnement. Une décision du MAITRE D'OUVRAGE désignera le ou les responsables chargés des opérations de vérification.

En cas de désaccord sur le constat des vérifications, celles-ci pourront être exécutées avec l'assistance d'un organisme extérieur spécialisé dont la rémunération est prise en charge par le demandeur. Si cet organisme extérieur est choisi par la SOCIETE, il doit obéir aux règles sur la sous-traitance.

La SOCIETE communique au MAITRE D'OUVRAGE les documents de conduite et de maintenance définis au CCTP que celui-ci estime nécessaires.

Les opérations de vérification ont lieu à l'occasion des interventions de maintenance ou indépendamment de celles-ci, sans bien sûr en perturber le déroulement. Elles portent sur la qualité et la quantité des prestations exécutées.

Les objectifs à respecter pour la SOCIETE sont définis dans le CCTP et ses annexes.

Le représentant de la SOCIETE est présent lors des opérations de vérification.

Si une de ces vérifications contradictoires révèle une anomalie sur un équipement altérant la sécurité des personnes, il peut être procédé à l'arrêt de la partie de l'équipement concerné.

Dans le cas où ces immobilisations sont la conséquence d'une défaillance de la SOCIETE, les pénalités sont appliquées dans les conditions définies au présent marché.

La SOCIETE met en place l'ensemble des moyens conformes à la réglementation en vigueur nécessaires à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- × l'outillage
- × les équipements de rangement des locaux de maintenance en complément de ceux fournis
- × les équipements de manutention
- × les échelles et échafaudages

COMMUNAUTE DE COMMUNES ADOUR-MADIRAN	2020 – 03 MARCHE DE MAINTENANCE : DES INSTALLATIONS THERMIQUES ET SANITAIRES, DU CONDITIONNEMENT D'AIR DES BATIMENTS ADOUR-MADIRAN		
CCAP			24 / 39

ARTICLE VII- GARANTIE

Garantie des installateurs

Les installations prises en charge peuvent être :

- × des matériels achetés directement par le MAITRE D'OUVRAGE,
- × des installations nouvelles réceptionnées à la date de prise d'effet du marché,
- × des installations nouvelles non réceptionnées à la date de prise d'effet mais dont l'exploitation sera malgré tout indispensable.

Le MAITRE D'OUVRAGE subroge la SOCIETE dans ses droits et actions liés ou à naître à l'encontre des constructeurs, des fournisseurs, des installateurs et de tout tiers responsable ou estimé responsable d'une avarie ou dommage survenant aux installations dont elle a la charge.

En cas d'avarie sur du matériel ou installation sous garantie, la SOCIETE prend les mesures conservatoires nécessaires et met en service les équipements de remplacement ou de secours éventuels.

Ces dispositions ne doivent pas être un frein à la continuité du service à laquelle la SOCIETE est obligée.

Elle prend soin de faire en sorte que ces interventions ne soient pas de nature à empêcher l'application des clauses de garantie. Elle avertit immédiatement le MAITRE D'OUVRAGE des actions à mener pour bénéficier de cette garantie.

En outre, pendant cette période, la SOCIETE prend toutes les dispositions en accord avec le constructeur ou l'installateur pour assurer la coordination de leurs interventions.

La SOCIETE est réputée connaître les clauses de garanties légales et particulières attachées aux marchés des travaux.

Pièces remplacées par la SOCIETE

Une Fiche d'Identité et de Suivi est établie pour tout matériel ou pièce remplacée couvert par une garantie. Conformément aux indications du CCTP, cette fiche mentionne la date d'effet de la garantie ainsi que de sa durée.

COMMUNAUTE DE COMMUNES ADOUR-MADIRAN	2020 – 03 MARCHE DE MAINTENANCE : DES INSTALLATIONS THERMIQUES ET SANITAIRES, DU CONDITIONNEMENT D'AIR DES BATIMENTS ADOUR-MADIRAN		
CCAP			25 / 39

ARTICLE VIII - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

8.1. FORME ET CARACTERE DU PRIX

Pour chaque exercice annuel les fournitures et prestations de conduite et d'entretien

$P2 = P2ELEC + P2GAZ + P2EAU$ (en fonction des sites – détails en annexe du CCTP.)

8.2. MODE D'EVALUATION DES PRESTATIONS

8.2.1. Mode d'évaluation des prestations

Les prestations P2 définies au C.C.T.P. sont réglées à prix global et forfaitaire annuel, révisable une fois l'an.

Ce prix comprend les frais correspondant à l'obligation faite à la SOCIETE de maintenir les moyens d'intervention en personnel et en matériel en vue d'assurer la conduite et l'entretien courant des installations prises en compte dans le marché notamment les interventions et les dépannages effectués de jour ou de nuit durant les jours ouvrables ou non.

Il comprend également les fournitures associées à ces prestations dont, en particulier, la fourniture des produits consommables et pièces de rechange définis au chapitre "Prestations P2" du C.C.T.P. Ils comprennent également le réglage, l'entretien des systèmes de traitement d'eau et pour la piscine : le poste de chloration.

8.2.2. Période contractuelle de chauffage ou de rafraîchissement

La durée de la période contractuelle de chauffage pour :

- ✓ **La piscine** s'étend du 1^{er} janvier au 20 octobre inclus soit 293 jours moins le nombre de jours d'arrêts techniques variables chaque année.
- ✓ **L'ensemble des bâtiments administratifs** s'étend du 1^{er} Novembre au 30 Avril inclus soit 180 jours. (suivant météo et températures, les dates de démarrage de mises en chauffe et les dates d'arrêt de période de chauffe sont ordonnées par le MAITRE D'OUVRAGE.)

La durée de la période contractuelle de rafraîchissement ou CLIM FROID pour :

- ✓ **Les bâtiments équipés de rafraîchissements ou CLIM FROID** s'étend du 15 Juin au 31 Aout inclus soit 91 jours. (suivant météo et températures, les dates de démarrage et d'arrêt de période de rafraîchissement/CLIM sont ordonnées par le MAITRE D'OUVRAGE).

COMMUNAUTE DE COMMUNES ADOUR-MADIRAN	2020 – 03 MARCHE DE MAINTENANCE : DES INSTALLATIONS THERMIQUES ET SANITAIRES, DU CONDITIONNEMENT D'AIR DES BATIMENTS ADOUR-MADIRAN		
CCAP			26 / 39

8.3. VARIATION DES PRIX DE FOURNITURE

8.3.1. Prestations hors forfait

Les prestations hors forfait comprennent, à la demande du Maître d'Ouvrage :

- La fourniture et la mise en œuvre des pièces de rechange, les remplacements éventuels de matériels non pris en compte par la prestation forfaitaire.
- Les travaux d'équipement, de modification ou de restructuration des installations confiées au Titulaire,
- Les interventions de nettoyage des réseaux aérauliques,
- Les travaux éventuels de mise en conformité avec les règlements applicables,
- Les interventions consécutives à un acte de malveillance,
- D'une manière générale, toute fourniture non prévue explicitement à la charge du Titulaire dans le CCTP.

LA SOCIETE formule ses propositions de travaux ou de prestations hors forfait de manière détaillée (listes descriptives de travaux, de fournitures, temps d'intervention et d'immobilisation, coût). En aucun cas, le Titulaire n'aura l'exclusivité de ces prestations, le Maître d'Ouvrage se réservant le droit de procéder lui-même ou de faire procéder à ces travaux ou prestations par l'entreprise de son choix.

Les redevances de base rémunèrent LA SOCIETE pour l'exécution des prestations objet du Marché pendant une durée de 12 mois, correspondant à un exercice contractuel complet. Ces prix sont établis en valeur au 1er décembre 2020. Pour les périodes contractuelles suivantes, les prix seront actualisables, le cas échéant, à la date anniversaire du marché (1er décembre).

8.3.2. Formule de calcul de variation des prix

P2: conduite et maintenance $P2 = P2o \times (0.125 + 0.750 (ICHTIME/ICHTIMEo) + 0.125(FSD2o))$

Où:

- P2 et P2o représentent respectivement le montant final actualisé et le montant initial du forfait P2,
- ICHTIME et ICHTIMEo représentent respectivement l'indice final et l'indice initial hors effet CICE du coût horaire du travail, tous salariés, charges sociales comprises des industries mécaniques et électriques,
- FSD2 et FSD2o représentent respectivement l'indice final et l'indice initial des frais et services divers.

Indices de référence

La date de valeur du marché est le 1er janvier 2020, les valeurs des indices initiaux sont les suivantes :

COMMUNAUTE DE COMMUNES ADOIR-MADIRAN	2020 – 03 MARCHE DE MAINTENANCE : DES INSTALLATIONS THERMIQUES ET SANITAIRES, DU CONDITIONNEMENT D'AIR DES BATIMENTS ADOIR-MADIRAN		
CCAP			27 / 39

Prestations	Indices de base	Valeurs initiales	Références indice ou barème
P2	ICHTIME		Indice salaire industries mécaniques et électriques Dernière valeur connue au 01.01.2020
P2	FSD2		Indice des frais et services divers Dernière valeur connue au 01.12.2020

Une copie des pièces justificatives et barèmes officiels des paramètres de revalorisation des prix du marché sera jointe par le titulaire aux calculs d'actualisation ou de révision. A défaut, le Maître d'Ouvrage pourra refuser par simple notification l'application du calcul d'actualisation pour la période concernée.

Les prestations hors forfait faisant l'objet d'avenant exclusivement sur la base des montants de l'Acte d'Engagement, seront ajustées selon les mêmes principes de variation de prix.

8.3.3. Clause de sauvegarde

Lorsque l'application des formules d'ajustement figurant à l'article 8.2.2 du présent document fait apparaître une variation de prix supérieure à 5% sur une seule période annuelle, la variation de prix pourra être limitée à 5% et le Maître d'Ouvrage pourra négocier avec le Titulaire la limitation de l'ajustement en deçà des 5%.

En cas de désaccord le marché pourra être résilié sans indemnité.

COMMUNAUTE DE COMMUNES ADOUR-MADIRAN	2020 – 03 MARCHE DE MAINTENANCE : DES INSTALLATIONS THERMIQUES ET SANITAIRES, DU CONDITIONNEMENT D'AIR DES BATIMENTS ADOUR-MADIRAN		
CCAP			28 / 39

ARTICLE IX - MODALITES DE PAIEMENT

9.1. FREQUENCE DES FACTURES

La SOCIETE présente les acomptes trimestriels/bâtiments en 3 exemplaires **à termes à échoir**, de chacun 25 % des P2.

L'exercice est fixé du 1er janvier au 31 décembre.

9.2. PRESENTATION DES FACTURES

Elles seront établies en un original et deux copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes

- ✕ les nom et adresse du créancier,
- ✕ le numéro de son compte bancaire ou postal
- ✕ la date et le numéro du contrat et de chaque avenant, la date et le numéro du bon de commande ou de l'ordre de service
- ✕ la prestation exécutée ou livrée
- ✕ le montant hors T.V.A. de la prestation exécutée ou livrée
- ✕ le taux et le montant de la T.V.A.
- ✕ le montant total des prestations exécutées ou livrées
- ✕ la date.

Les factures ainsi rédigées seront déposées sur Chorus Pro (plateforme de facturation électronique).

- Pour le N° SIRET de l'Établissement : 20007210600012 :
 - Pole des services Publics de Vic en Bigorre
 - Crèche de Vic en Bigorre
 - Médiathèque intercommunale de Vic en Bigorre
 - Maison des services de Pontiacq Viellepinte
 - Accueil boutique du château de Montaner
 - Piscine intercommunale de Vic en Bigorre
 - Micro crèche d'Andrest
 - Pôle enfance de Rabastens de Bigorre et logements adaptés
 - MAM de Villenave près Béarn
 - Médiathèque d'Andrest
 - Pôle des services publics de Rabastens
- Pour le N° SIRET de l'Etablissement : 20007210600079 :
 - Hôtel d'entreprises Tertiaires de Vic en Bigorre
 - Hôtel d'entreprises industrielles de Vic en Bigorre
 - Maison de Santé de Maubourguet
 - Groupe médical de Rabastens de Bigorre
 - Maison de santé de Vic en Bigorre
 - Légumerie de Maubourguet
- Pour le N° SIRET de l'Etablissement : 20007210600053 :
 - -Centre Multimédia de Vic en Bigorre

Le délai de mandatement est le délai maximum fixé au CCAG, soit 30 jours à compter de la réception de la facture par le maître d'ouvrage.

COMMUNAUTE DE COMMUNES ADOUR-MADIRAN	2020 – 03 MARCHE DE MAINTENANCE : DES INSTALLATIONS THERMIQUES ET SANITAIRES, DU CONDITIONNEMENT D'AIR DES BATIMENTS ADOUR-MADIRAN		
CCAP			29 / 39

ARTICLE X - CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE

10.1. RETENUE DE GARANTIE - CAUTIONNEMENT - AVANCE

Le marché relatif à cette fourniture comporte un délai de garantie de UN AN.

Il sera donc procédé à une retenue de garantie fixée à 5 % du montant total T.T.C. de celui-ci ou à la fourniture par la SOCIETE d'une garantie à première demande ou d'une caution personnelle et solidaire d'un même montant, conformément aux articles R2196-8 à 12 et R2196-4 du Code de la Commande Publique.

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 €.HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial du marché, toutes taxes comprises, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial du marché, toutes taxes comprises. Si le montant de la situation le permet le remboursement se fera en une seule fois.

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

10.2. RESTITUTION DU CAUTIONNEMENT OU DE LA RETENUE DE GARANTIE

Le cas échéant, la caution ou la retenue de garantie sera restituée ou libérée dans les conditions fixées aux articles R2196- 2 et 3 du Code de la Commande Publique à la suite de la mainlevée délivrée par le MAITRE D'OUVRAGE dans le délai d'un mois suivant l'expiration du délai de garantie.

10.3. PENALITES

Conformément à l'article 28-1°b du C.C.A.G., l'impossibilité pour la SOCIETE de fournir une telle garantie financière dans un délai de 30 jours à compter de la réception d'une mise en demeure du maître d'ouvrage par lettre recommandée, entraîne la résiliation du contrat, aux torts exclusifs de la SOCIETE, avec remboursement immédiat des sommes perçues depuis l'origine du marché, déduction faite des dépenses contradictoirement reconnues sur justificatifs.

COMMUNAUTE DE COMMUNES ADOUR-MADIRAN	2020 – 03 MARCHE DE MAINTENANCE : DES INSTALLATIONS THERMIQUES ET SANITAIRES, DU CONDITIONNEMENT D'AIR DES BATIMENTS ADOUR-MADIRAN		
CCAP			30 / 39

ARTICLE XI – PENALITES

11.1. PENALITES POUR INTERRUPTION, RETARD ou INSUFFISANCE

(P2) x coeff.5

Montant journalier TTC = _____ x n

180j (Nbre de jours de chauffe théorique du bâtiment)

P2 = Prix TTC des prestations et fournitures de conduite et d'entretien.

n = Nombre de jours d'interruption de fourniture

11.2. PENALITES POUR DEFAUT DE TENUE DES LIVRETS DE CHAUFFERIE

Tout défaut de consignation des interventions et résultats de mesures sur le livret de chaufferie, conformément à l'Article faisant référence au C.C.T.P., donne lieu à l'application d'une pénalité, par infraction, fixée à 1/400e du montant TTC de ses recettes P2 de l'année en cours.

11.3. RETENUE POUR DEFAUT DE TENUE DU DOSSIER DE MAINTENANCE

Tout défaut de tenue du journal de maintenance conformément à l'Article faisant référence au C.C.T.P., donne lieu à l'application d'une retenue égale, par jour calendaire de retard, à 1/150e du montant TTC de ses recettes P2 de l'année en cours, et ne sera pas inférieure à 300 € (TROIS CENTS EUROS).

Cette retenue est opérée sur les sommes dues à la SOCIETE et sera payée après présentation complète du dossier mis à jour, déduction faite d'une pénalité de 25 % (vingt-cinq pour cent).

11.4. MANQUEMENTS AUX OBLIGATIONS

Les manquements de la SOCIETE a ses obligations lui seront signalés par le MAITRE D'OUVRAGE dès leur constatation, soit directement au personnel sur place, soit téléphoniquement et confirmés par lettre recommandée. La SOCIETE sera tenue d'y remédier dans les 48 heures après réception, les pénalités prévues dans l'article 11 continuant à courir. Au-delà de ce délai de 48 heures, le MAITRE D'OUVRAGE pourra prendre aux frais de la SOCIETE les mesures nécessaires pour assurer par d'autres moyens la marche normale de l'exploitation ; dans ce cas, les pénalités prévues à l'article 11 ci-dessus continuent à s'appliquer.

Si quinze jours après réception de la lettre recommandée avec accusé de réception, la SOCIETE n'ayant pu assurer la reprise d'une exploitation normale, le contrat pourra être résilié de plein droit à l'initiative du MAITRE D'OUVRAGE.

Les pénalités découlant d'une plainte du MAITRE D'OUVRAGE, reconnue fondée, seront calculées au prorata des locaux ou services faisant l'objet d'un défaut de fourniture.

Le montant de ces pénalités éventuelles sera déduit du décompte définitif annuel prévu à l'article référent portant mention.

COMMUNAUTE DE COMMUNES ADOUR-MADIRAN	2020 – 03 MARCHE DE MAINTENANCE : DES INSTALLATIONS THERMIQUES ET SANITAIRES, DU CONDITIONNEMENT D'AIR DES BATIMENTS ADOUR-MADIRAN		
CCAP			31 / 39

Il est entendu que, à l'occasion de cas de force majeure, la SOCIETE rechercherait avec le MAITRE D'OUVRAGE, toutes les mesures à prendre, afin d'éviter un arrêt définitif du chauffage et éventuellement de la production d'eau chaude sanitaire et d'organiser la poursuite d'une exploitation même partielle après avoir fixé de nouvelles conditions contractuelles adaptées aux circonstances créées par le cas de force majeure.

11.5. DEPASSEMENT DU DELAI D'INTERVENTION

En cas de dépassement du délai contractuel d'intervention ou du délai de remise en état provisoire lors des interventions d'urgence à la suite d'une défaillance, une pénalité de quatre-vingt dix (90) Euros TTC par heure de retard et par défaillance, temps compté en heures entières par excès, sera appliquée à la SOCIETE, jusqu'à l'heure et date d'intervention.

11.5.1. Délai de remise en état définitive

En cas de retard dans la remise en état définitive, après panne des matériels ou équipements, ou fonctionnement défectueux dû à la panne de l'un des composants, la SOCIETE subit une pénalité modulée suivant le type de matériel ou équipement concerné, et appliquée dans les conditions suivantes :

- Pour les matériels ou équipements considérés comme essentiels, tout dépassement de délai entraîne l'application d'une pénalité uniforme de quatre cent cinquante-huit (458) Euros TTC par jour et par matériel ou équipement jusqu'à remise en état définitive de fonctionnement.
- Pour les autres matériels ou équipements, tout dépassement de délai, il est appliqué une pénalité uniforme de cent cinquante-trois (153) Euros TTC par jour et par matériel ou équipement, jusqu'à remise en état de fonctionnement.

11.5.2. Répétition de défaillance pour un équipement

A partir de la deuxième défaillance constatée sur un même équipement dans les deux mois qui suivent une intervention de maintenance préventive ou corrective, une pénalité de trois cent cinq (305) Euros TTC est appliquée pour chaque nouvelle défaillance qui suivra.

11.5.3. Absence aux réunions programmées

L'absence du représentant de la SOCIETE et/ou du contremaître de la SOCIETE aux réunions programmées implique une pénalité de soixante-dix-sept (77) Euros TTC par personne et par retard ou absence.

11.5.4. Non remise du document d'exploitation à fournir

La SOCIETE se voit appliquer une pénalité de cent cinquante (150) Euros TTC par compte-rendu non remis dans les délais suivants

- ✖ Une (1) semaine pour les comptes rendus d'incidents, les plannings de maintenance et les comptes rendus de conduite,
- ✖ Deux (2) semaines pour les comptes rendus semestriels,
- ✖ Trois (3) semaines pour les comptes rendus annuels.

11.5.5. Non tenue à jour des documents techniques

COMMUNAUTE DE COMMUNES ADOUR-MADIRAN	2020 – 03 MARCHE DE MAINTENANCE : DES INSTALLATIONS THERMIQUES ET SANITAIRES, DU CONDITIONNEMENT D'AIR DES BATIMENTS ADOUR-MADIRAN		
CCAP			32 / 39

La non-tenue à jour des documents sur site entraîne pour chaque document une pénalité de cent cinquante (150) Euros TTC par document.

11.5.6. Non présentation des documents exigés

Pour chaque document demandé non présenté (relevé de température...) une pénalité de cent cinquante (150) Euros TTC est appliquée.

11.5.7. Non restitution des documents techniques en fin de contrat

En cas de non restitution des documents définis, le dernier jour du contrat, une pénalité égale à 10% du prix global et forfaitaire annuel du Marché total sera appliquée.

Cette pénalité s'ajoute à toutes les pénalités en cours sans limitation.

COMMUNAUTE DE COMMUNES ADOUR-MADIRAN	2020 – 03 MARCHE DE MAINTENANCE : DES INSTALLATIONS THERMIQUES ET SANITAIRES, DU CONDITIONNEMENT D'AIR DES BATIMENTS ADOUR-MADIRAN		
CCAP			33 / 39

ARTICLE XII — RETARDS-INTERRUPTION-INSUFFISANCE DE LA FOURNITURE

Les retards, interruptions ou insuffisances de fournitures, tant pour le chauffage que pour l'eau chaude sanitaire ou l'hygrométrie donnent lieu, au profit de la personne publique :

- * d'une part, à une absence ou à une réduction de facturation correspondant à la fourniture non exécutée par la SOCIETE
- * d'autre part, à une pénalité due par la SOCIETE et appliquée indépendamment de l'absence ou de la réduction de facturation précitée.

Les prestations seront considérées comme non conformes pour un retard, une interruption, une insuffisance ou un excès, dans les conditions définies ci-après

12.1. RETARD – INTERRUPTION POUR CHAUFFAGE / CLIM / RAFFRAICHISSEMENT DES LOCAUX, ET DU CONDITIONNEMENT DE L'AIR

La prestation est considérée comme non-conforme si, dans les conditions définies à l'article référent du CCTP, les installations sont mises en route avec un retard de plus de 12 heures, ou si leur fonctionnement est interrompu pendant plus de douze heures consécutives, alors qu'il aurait dû être fourni.

Sont assimilables à ces cas, tous retards à la mise en route ou interruptions, chacun d'une durée inférieure à douze heures consécutives, mais dont la durée totale cumulée pendant la saison de chauffage est supérieure à vingt-quatre heures.

Ces retards ou ces interruptions sont sanctionnés par une pénalité, indépendamment de la suppression du règlement de la prestation non exécutée.

Le montant total de la pénalité est calculé pour un nombre entier de journées, étant précisé que le nombre total d'heures de retard ou d'interruption est transformé en nombre de jours, par arrondissement au nombre entier le plus proche.

12.2. RETARD - INTERRUPTION POUR FOURNITURE D'EAU CHAUDE SANITAIRE

La prestation est considérée comme non conforme si, en dehors des périodes prévues au paragraphe référent du CCTP, la fourniture d'eau chaude sanitaire est interrompue pendant plus de vingt-quatre heures consécutives.

Une telle interruption est sanctionnée par une pénalité, calculée conformément à l'article 11 du C.C.A.P., et par tranche de vingt-quatre heures contenant la période d'interruption.

COMMUNAUTE DE COMMUNES ADOUR-MADIRAN	2020 – 03 MARCHE DE MAINTENANCE : DES INSTALLATIONS THERMIQUES ET SANITAIRES, DU CONDITIONNEMENT D'AIR DES BATIMENTS ADOUR-MADIRAN		
CCAP			34 / 39

12.3. INSUFFISANCE OU EXCES POUR CHAUFFAGE DES LOCAUX ET CONDITIONNEMENT D'AIR, CONCERNANT LE BATIMENT PISCINE

La fourniture de chaleur est considérée comme insuffisante ou excessive si, dans les conditions définies, les paramètres diffèrent des paramètres contractuels des valeurs définies aux alinéas suivants :

- a) Les températures moyennes intérieures diffèrent des températures contractuelles de 2°C au moins pendant une période continue de vingt-quatre heures.
- b) Les températures moyennes intérieures diffèrent des températures contractuelles de 1°C au moins pendant une période continue de quatorze jours.

L'hygrométrie moyenne intérieure diffère de l'hygrométrie contractuelle de plus ou moins 1 g/kgas d'humidité spécifique pendant une période continue de 7 jours.

Les températures et hygrométries relevées pendant les délais éventuellement prévus pour passer d'un régime à l'autre ne sont pas prises en considération pour l'application du présent Article.

Les insuffisances ou excès définis ci-dessus sont sanctionnés par une pénalité, calculée conformément aux dispositions de l'article 11 du C.C.A.P., pour chaque jour où ils ont été constatés.

Il sera installé par LA SOCIETE un enregistreur de température dans chaque bâtiment, et un enregistreur de température et d'hygrométrie à la piscine.

L'enregistreur de température et d'hygrométrie de la piscine situé dans le local traitement de l'eau servira au contrôle du respect des paramètres contractuels.

12.4. INSUFFISANCE OU EXCES POUR FOURNITURE D'EAU CHAUDE SANITAIRE

La fourniture d'eau chaude sanitaire est considérée comme insuffisante ou excessive si dans les conditions définies aux Articles du C.C.T.P la température de l'eau chaude diffère de plus de 5° C de la température contractuelle pendant plus de vingt-quatre heures.

Les insuffisances ou excès sont sanctionnés par une pénalité, calculée conformément aux dispositions de l'article 11 du C.C.A.P., pour chaque jour où ils ont été constatés.

Les températures seront mesurées conformément à la réglementation en vigueur.

COMMUNAUTE DE COMMUNES ADOUR-MADIRAN	2020 – 03 MARCHE DE MAINTENANCE : DES INSTALLATIONS THERMIQUES ET SANITAIRES, DU CONDITIONNEMENT D'AIR DES BATIMENTS ADOUR-MADIRAN		
CCAP			35 / 39

ARTICLE XIII TRANSPARENCE ET EXECUTION DU COMPTE P2

13.1. SITUATION EN COURS DU CONTRAT

Dans les deux mois suivant la clôture de chaque exercice, la SOCIETE remettra à la personne publique UN ETAT faisant apparaître un récapitulatif de tous les travaux de petit entretien et remplacement petit matériel réalisés/ bâtiment.

13.2. MODIFICATION DE LA CONSISTANCE DU PARC DES MATERIELS ET/OU DES BATIMENTS PRIS EN CHARGE

Tout changement des conditions d'exploitation ayant une incidence quelconque sur l'exécution du présent contrat fera l'objet d'un avenant.

Tout changement de la consistance du parc des matériels importants ou des équipements importants des bâtiments pris en charge au titre du présent marché, fera également l'objet d'un avenant.

ARTICLE XIV RESILIATIONS

COMMUNAUTE DE COMMUNES ADOUR-MADIRAN	2020 – 03 MARCHE DE MAINTENANCE : DES INSTALLATIONS THERMIQUES ET SANITAIRES, DU CONDITIONNEMENT D'AIR DES BATIMENTS ADOUR-MADIRAN		
CCAP			36 / 39

14.1. Les marchés pourront éventuellement être résiliés dans les conditions fixées par les articles 8.2.4 du CCAG.

En outre, par dérogation au C.C.A.G, le marché pourra être résilié dans les cas et aux conditions suivantes :

1. sans préavis et aux torts exclusifs de la SOCIETE pour défaut de remise des comptes rendus d'incidents et comptes rendus annuels avant le 31 mars.
2. dans le cas des prestations non conformes ou de faute grave de la SOCIETE, le MAITRE D'OUVRAGE peut, par lettre recommandée avec accusé de réception, mettre la SOCIETE en demeure de remédier aux non-conformités constatées dans un délai de quarante-huit heures à compter de la réception de la lettre de mise en demeure.

Si, à l'expiration de ce délai, la SOCIETE ne peut assurer une fourniture normale, la personne publique peut y pourvoir aux frais et risques de la SOCIETE.

Les pénalités visées à l'article 11 ci-dessus continuent de s'appliquer pendant la période où la Communauté de Communes assure cette fourniture à la place de la SOCIETE.

Si quinze jours calendaires après la réception de la lettre recommandée avec accusé de réception, le SOCIETE n'avait pas assuré la reprise de l'exploitation normale, le marché pourrait être résilié de plein droit à l'initiative du Maître d'ouvrage, sans préjudice de résiliation, aux torts exclusifs de la SOCIETE.

3. La résiliation pourra être prononcée

- au cas où la SOCIETE aurait tenté de tromper sur la qualité des fournitures, des prestations, et des travaux ;
- dans le cas où par négligence ou mauvaises foi, la SOCIETE ne remplirait pas les obligations du contrat ;
- de plein droit en cas de règlement judiciaire, liquidation de biens ou faillite ;
- de plein droit après 5 constats d'insuffisance de température et/ou prestation ;
- de plein droit en cas d'absence de structure opérationnelle dès le 1er décembre 2020.

4. Tout changement ou modification dans l'installation fera l'objet d'une nouvelle négociation des redevances P2 à la demande de l'une ou l'autre des parties. En cas de désaccord le marché pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties et sans indemnité.

5. En cas de désaccord relatif au calcul d'ajustement des prix, la personne publique pourra résilier de plein droit le marché, sans indemnité, et aux torts exclusifs de la SOCIETE.

14.2. En cas de résiliation dans les conditions prévues à l'article précédent, la personne

COMMUNAUTE DE COMMUNES ADOUR-MADIRAN	2020 – 03 MARCHE DE MAINTENANCE : DES INSTALLATIONS THERMIQUES ET SANITAIRES, DU CONDITIONNEMENT D'AIR DES BATIMENTS ADOUR-MADIRAN		
CCAP			37 / 39

publique pourra :

- ✱ soit racheter le matériel éventuellement installé par la SOCIETE pour un montant défini à l'amiable, ou à dire d'expert;
- ✱ soit exiger de la SOCIETE que celui-ci retire son matériel.

Si la SOCIETE ne se conforme pas aux dispositions du marché une mise en demeure d'y satisfaire dans un délai déterminé lui sera notifié par écrit.

Si la SOCIETE n'a pas déféré à la mise en demeure, une mise en régie à ses frais et risques peut être ordonnée ou la résiliation du marché peut être décidée.

Il est passé un autre marché avec une autre entreprise pour l'achèvement des prestations. Ce marché sera conclu conformément au Code de la Commande Publique.

Le décompte général du marché résilié n'est notifié à la SOCIETE qu'après règlement définitif du nouveau contrat passé pour l'achèvement des prestations.

Les excédents de dépenses qui résultent de la régie ou du nouveau marché seront à la charge de la SOCIETE faisant l'objet de mesures coercitives. Ils seront prélevés sur les sommes qui lui sont dues, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Les frais de procédure sont à la charge de la SOCIETE.

A titre dérogatoire, les clauses précédentes du présent chapitre ne sont pas applicables si la non-conformité des prestations est imputable à une insuffisance dans la quantité ou la qualité du combustible livré, pourvu que l'exploitant se soit acquitté des obligations prévues à l'Article référent du C.C.T.P.

Les cas de résiliation sont ceux prévus au CCAG ainsi que celui prévu à l'article 14 du présent CCAP.

La SOCIETE ne pourra céder le présent marché sous peine de résiliation.

COMMUNAUTE DE COMMUNES ADOUR-MADIRAN	2020 – 03 MARCHE DE MAINTENANCE : DES INSTALLATIONS THERMIQUES ET SANITAIRES, DU CONDITIONNEMENT D'AIR DES BATIMENTS ADOUR-MADIRAN		
CCAP			38 / 39

ARTICLE XV REGLEMENTS DES DIFFERENDS ET DES LITIGES

Si un différend survient entre la personne publique contractante et le fournisseur, il sera réglé dans les conditions précisées à l'article 37 du CCAG.

Les contestations relatives à l'exécution ou à l'interprétation du présent marché seront, avant toute demande en justice, soumises à une expertise amiable.

Si les parties ne peuvent se mettre d'accord sur la désignation d'un expert unique, dans les deux mois qui suivent une réclamation présentée par lettre recommandée et déclarant recourir à l'expertise, chacune d'elles nommera un expert dans les quinze jours suivant l'expiration de ce délai.

Si les deux parties ne peuvent trouver un terrain d'entente dans un délai de deux mois, elles désigneront un tiers expert dans les quinze jours suivants.

Le ou les experts nommés devront rendre leur avis dans les deux mois suivant leurs désignations.

Si l'expertise amiable ne conduit pas à un accord des parties, chacune d'elles pourra procéder judiciairement.

Toute violation de l'un des délais fixés au présent Article rendra caduque, sauf accord des parties, la procédure de conciliation et autorisera celles-ci à saisir immédiatement les tribunaux compétents.

Toutes les contestations se rapportant au présent marché qui ne peuvent être réglées à l'amiable, sont soumises au Tribunal administratif de Pau.

COMMUNAUTE DE COMMUNES ADOUR-MADIRAN	2020 – 03 MARCHE DE MAINTENANCE : DES INSTALLATIONS THERMIQUES ET SANITAIRES, DU CONDITIONNEMENT D'AIR DES BATIMENTS ADOUR-MADIRAN		
CCAP			39 / 39

ARTICLE XVI - COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Le comptable public assignataire, chargé du paiement est Monsieur le Trésorier Principal de Maubourguet.